

# Un « EMBRYON D'INTERNATIONALE DES FEMMES » : LE COLLECTIF FÉMINISTE INTERNATIONAL, 1972-1977

Louise Toupin

Le souvenir imprégné dans la mémoire des personnes qui se rappellent de la question du salaire au travail ménager, ou *wages for housework*, et du livre manifeste *Potere femminile e sovversione sociale* (Dalla Costa et James 1972a) (« Le pouvoir des femmes et la subversion sociale ») se résume probablement à ceci : il s'agissait d'une revendication essentiellement matérielle et réactionnaire, qui allait clouer les femmes à la maison, contrevenant ainsi à l'objectif d'égalité entre femmes et hommes dans la société. Dans les milieux féministes et de la gauche en général, on estimait que leur « émancipation » économique passait obligatoirement par le travail salarié, hors de la maison. Pour la plupart des socialistes/marxistes, les mobilisations des femmes devaient s'organiser dans le monde de la « production », et non dans les familles et les foyers. La lutte des femmes était subordonnée à la lutte des classes. Des oppositions très vives à cette stratégie ont surgi de toute part tout au long de la décennie 1970<sup>1</sup>. Puis, peu à peu, le mouvement du salaire au travail ménager et sa revendication se virent politiquement marginalisés, pour finir par tomber dans l'oubli.

## « Miner le capitalisme »

Pourtant, « [c]ette revendication n'est pas une demande partielle et réformiste. Elle remet en cause toute l'organisation capitaliste du travail et toute la structure familiale traditionnelle », avaient ainsi affirmé en 1973 Mariarosa Dalla Costa et Selma James à Montréal, au terme de leur tournée nord-américaine pour lancer la stratégie du salaire au travail ménager<sup>2</sup>. Silvia Federici dira pour sa part : « Notre lutte visait à miner le capitalisme et non pas à s'y inscrire<sup>3</sup> ». C'est la piste que j'ai suivie dans une recherche sur l'histoire du réseau porteur de cette pensée et son incarnation dans l'action, celle du Collectif féministe international/International Feminist Collective/Collettivo Internazionale Femminista (Toupin 2014).

---

<sup>1</sup> On retrouve une illustration de ces oppositions chez des théoriciennes féministes à cette époque dans le *Domestic Labour Debate* qui suivit la parution du livre de Dalla Costa et James (Vogel 2008). En réalité, il s'est agi d'un débat entre théoriciennes marxistes anglophones principalement, où l'on buta sur la « productivité » et la valeur du travail ménager : crée-t-il de la plus-value ? Peut-on appliquer ou pas la théorie marxiste de la valeur au travail ménager ? S'agit-il de valeur d'usage ou d'échange ? Le travail ménager peut-il être qualifié de « productif » ? Les militantes sur le terrain furent pour leur part quasi absentes à ce niveau d'échanges, qui atteignit un très haut degré de sophistication théorique (Kaluzynska 1980). Angela Miles avait noté à ce propos qu'en limitant cet important débat politique à une question d'exégèse textuelle, « l'analyse du travail au salaire ménager était évaluée en fonction de catégories marxistes établies plutôt qu'en relation au monde et aux possibilités de luttes de libération (Miles 1985, 40). Maria Mies est pour sa part d'avis que « dans la mesure où un grand nombre de femmes et d'hommes qui participaient à ce débat venaient de la gauche traditionnelle, leur souci semblait finalement être de « sauver leur Marx » plutôt que de promouvoir la libération des femmes » (Mies 1986, 33).

<sup>2</sup> « Rencontre avec deux féministes marxistes », (Dalla Costa et James, 1983, 201).

<sup>3</sup> Entretien avec l'auteure, Brooklyn, 16 mars 1996.



Aujourd'hui, curieusement, comme le faisait remarquer Federici,

« la théorie sous-jacente au salaire au travail ménager – à savoir que le travail ménager est du travail, le travail de produire et reproduire la force de travail, un travail socialement nécessaire, cette théorie est maintenant communément admise par le monde universitaire, et aussi par la gauche et la plupart des féministes, tout comme elle est devenue le “sens commun”<sup>4</sup>. »

Il y aurait donc lieu de s'en réjouir mais, ajoute-t-elle, elle est admise sans toutefois que les implications politiques de cette perspective ne soient prises en compte. Ainsi, on peut facilement observer (toutes les statistiques le disent) que le travail de reproduction demeure encore et toujours massivement exécuté par des femmes, au nord comme au sud de l'hémisphère, et ne fait toujours pas l'objet d'une stratégie générale de la part du mouvement féministe pour faire reconnaître politiquement et économiquement ce travail. Ce n'est toujours pas une priorité pour le mouvement des femmes. Les femmes dans leur ensemble sont devenues les figures emblématiques de la pauvreté sur la planète, et ceci découle, dans une large mesure, du fait qu'elles sont toujours non rétribuées, ou mal rétribuées, pour tout le travail qu'elles accomplissent.

Autre ironie de l'histoire, « des universitaires féministes reprennent posément à leur compte certains des arguments de fond de Wages for Housework, comme si elles venaient de les inventer » (Federici 2016, 19), sans mentionner les théoriciennes et les groupes qui ont initié ces arguments. J'ai donc entrepris cette recherche pour tirer de l'oubli ce courant aujourd'hui effacé des bilans historiographiques tout comme de l'enseignement universitaire, et surtout la pensée de celles qui l'ont initié et incarné dans l'action, car le salaire au travail ménager s'adossait à une importante perspective politique. En voici quelques-unes des grandes lignes.

En juillet 1972, une vingtaine de militantes se réunissaient pendant deux jours à Padoue dans le nord de l'Italie. La plupart provenait d'Italie, mais aussi du nouveau mouvement de libération des femmes issu de la mouvance marxiste hétérodoxe d'Angleterre, des États-Unis et de France, nourrie des écrits et des luttes des mouvements anticolonialistes, des droits civils, étudiants et opéraïstes italiens<sup>5</sup>. Dès le départ, le mouvement s'est voulu transnational, ce qui constituait une première en ce début de seconde vague féministe. Ces militantes entendaient, à partir d'une perspective commune, engager un processus de mobilisation féministe sur la scène internationale. Dans un manifeste<sup>6</sup>, elles jetaient les bases du futur réseau international du salaire au travail ménager, lequel rayonnera dans différents pays dans les années qui suivront (notamment en Italie, en Angleterre, aux États-Unis, au Canada anglais, en Allemagne et en Suisse). Ce sera le Collectif féministe international.

---

<sup>4</sup> « Entretien avec Silvia Federici » (Toupin 2014, 369).

<sup>5</sup> Sur l'opéraïsme italien et sa mouvance idéologique, cf. Cleaver, 1979..

<sup>6</sup> Le manifeste a été publié en italien et en anglais sous forme de tract. Cf. la version anglaise parue dans le journal *Power of Women* du groupe éponyme du salaire au travail ménager de Londres, International Feminist Collective, « IFC Statement », *Power of Women*, vol 1, n° 1, avril 1974, p. 14. Les citations françaises de ce texte sont en traduction libre. Le manifeste s'inspire d'un texte de Mariarosa Dalla Costa, *Donne e sovversione sociale* (Les femmes et la subversion sociale), qui sera intégré, avec un texte de Selma James, dans le livre inaugural du courant du salaire au travail ménager *Potere femminile e sovversione sociale* (Le pouvoir des femmes et la subversion sociale). (Dalla Costa et James 1972a). Ce livre sera traduit et publié en anglais la même année (Dalla Costa et James 1972b), en français l'année suivante (Dalla Costa et James 1973a), en espagnol en 1975 et en japonais en 1980.



## Une nouvelle définition de la classe

Dans le manifeste, les signataires affirment la nécessité de l'autonomie du mouvement des femmes, son rôle révolutionnaire, et rejettent tout assujettissement du féminisme à la lutte des classes. S'identifiant comme « féministes marxistes », elles précisent le sens de cet engagement en donnant une nouvelle définition de « la classe ». Cette dernière n'est plus formée uniquement, comme dans le marxisme classique, par l'ensemble des personnes « productives » salariées. Cette nouvelle définition se base sur la coexistence, dans le système économique capitaliste, de personnes salariées *et* de personnes non-salariées, et sur la subordination des dernières aux premières. Cette subordination – cette hiérarchie – est-il précisé, cache en réalité non seulement l'exploitation du travail gratuit des femmes à la maison, lequel induit à son tour une plus grande exploitation à l'extérieur de celle-ci, mais aussi la productivité même du système économique qui repose sur l'extorsion de ce travail. Il s'agit ici, selon les mots de Dalla Costa, de la découverte de « l'autre pôle de l'accumulation capitaliste, de l'autre voie par laquelle elle passe, c'est-à-dire la production et la reproduction de la force de travail<sup>7</sup> », de l'« autre moitié de l'organisation capitaliste, l'autre aire d'exploitation capitaliste dissimulée », précisera Selma James (Dalla Costa et James, 1972b, 6). C'était là une analyse tout à fait nouvelle, défiant plusieurs canons de l'orthodoxie marxiste, et aux implications politiques et stratégiques majeures. Jamais la place des femmes n'avait été située de cette façon.

Cette nouvelle définition ouvrait désormais aux femmes une nouvelle aire de lutte : non plus seulement dans l'univers du travail classique, l'usine et le bureau, mais aussi dans celui de la maison, du quartier et de la communauté, qualifiés d'« autre » usine, l'« usine sociale »<sup>8</sup>. Cette nouvelle aire de lutte fondait l'autonomie de la lutte des femmes. Il était précisé que les éventuels liens avec la gauche allaient demeurer de ce fait toujours « secondaires et subordonnés à cette autonomie ». Il ne s'agissait donc pas de l'abandon d'une perspective de classe, mais de l'articulation d'une perspective féministe à une perspective de classe.

Le manifeste cerne aussi le but du nouveau collectif, soit celui de « maintenir et développer ses propres contacts internationaux, ses propres publications et leur traduction, et des échanges mutuels qui devront déboucher ultimement sur des actions de masse transcendant les frontières ». C'est à partir du moment fondateur de la formation du Collectif féministe international que surgirent, de part et d'autre de l'Atlantique, la plupart des initiatives et mobilisations autour de la perspective du salaire « pour/contre » le travail ménager<sup>9</sup> ; un « embryon d'Internationale des femmes », comme certaines l'ont qualifié<sup>10</sup>.

Cet élargissement de la définition de la classe constitue l'une des contributions pionnières majeures du courant du salaire au travail ménager au marxisme et au féminisme. Retraçons les paramètres de la pensée qui sous-tendent cette redéfinition<sup>11</sup>.

---

<sup>7</sup> « Entretien avec Mariarosa Dalla Costa » (Toupin, 2014, 329).

<sup>8</sup> Concept développé en 1966 par Mario Tronti dans *Operai e capitale* (traduit en français sous le titre *Ouvriers et capital* (Tronti 2016), et qui servit aux théoriciennes du mouvement du salaire au travail ménager d'outil pour en montrer les limites et étendre sa signification à la maison et au travail domestique et reproductif des femmes. Cf. aussi Harry Cleaver, *op. cit.*

<sup>9</sup> Cf. plus loin la section « Une campagne et son slogan ».

<sup>10</sup> Collectif l'Insoumise 1977a.

<sup>11</sup> Des contributions théoriques plus complètes de ce courant de pensée sont détaillées dans (Toupin 2014, 79-132), où sont exposés les apports de plusieurs militantes et théoriciennes de ce courant. Ces contributions sont résumées dans (Toupin 2016, 179-198), dont s'inspirent les lignes qui suivent.



## Un travail productif, au fondement du capitalisme

Dès ses tout débuts, ce courant exposait une définition extensive du « travail ménager », qui englobait l'ensemble des activités par lesquelles la vie humaine est produite et reproduite. Plus exactement, il s'agit du travail de fournir à la société des gens qui peuvent fonctionner jour après jour, soit celui de produire, de reproduire, de renouveler et de restaurer la force de travail des individu-es. Bref, du maintien de la vie, du tissu social et des soins aux personnes. On parle d'un travail matériel *et* immatériel, qui inclut « cette combinaison de services physiques, émotionnels et sexuels » (Federici 1977 [1975], 102). Il s'agit d'un travail « productif », « source de productivité sociale » (Dalla Costa 1973a, 65). Que l'on pense seulement, poursuit Dalla Costa, à « l'énorme quantité de services sociaux que l'organisation capitaliste transforme en activités privées en les mettant sur le dos de la ménagère à la maison [...] ». Il s'agit de services sociaux dans la mesure où ils servent à la reproduction de la force de travail ». Les ménagères sont aussi les « soupapes de sécurité des tensions sociales » (Dalla Costa 1973a, 81) et avant tout productrices du bien le plus précieux : l'être humain lui-même. Tels sont là certains exemples de productivité sociale des femmes dans les familles. Il s'agit donc d'un travail de *reproduction sociale*, qui constitue la précondition de la productivité du travailleur salarié (Fortunati 1995 [1981], 8). Ce travail définit la place des femmes dans la famille et, aussi, ailleurs dans la société.

Il était entendu, dans le corpus documentaire de ce courant, que le rapport à ce travail se déclinait bien différemment selon les « races », les classes et les appartenances culturelles. Bref, toutes les femmes ne sont évidemment pas, face ce travail, dans le même type de rapport, mais, comme l'expliquera plus tard Evelyn Nakano Glen, « ce qui ne varie pas est que ce travail reproductif – marchandisé ou non – est construit comme étant féminin » (Glen 2009, 27). Le collectif du salaire au travail ménager *L'Insoumise* de Genève dira qu'il s'agit là du « plus petit dénominateur commun parmi toutes les femmes de tous les pays » (Collectif *L'Insoumise* 1977b, 7).

Dans *Le pouvoir des femmes et la subversion sociale*, Dalla Costa et James avançaient que comme c'est par ce travail que les salarié-es voient leur capacité de travail produite et reproduite, ce travail se trouve ainsi fournir au système économique capitaliste une main d'œuvre « prête-à-l'emploi », sans que ce dernier n'ait à assumer les coûts de ce travail, les coûts de la reproduction sociale, donc sans rien payer pour cela. Le patron bénéficie de ce fait de la force de travail de deux personnes pour le prix d'une seule. Une formidable source de plus-value ! Camouflé sous le couvert du « service personnel », ce travail gratuit constitue en réalité une formidable extorsion pratiquée sur le dos des femmes. Et cette exploitation « a été d'autant plus réussie qu'elle a été dissimulée, mystifiée par l'absence d'un salaire » (Dalla Costa 1973a, 54-55), et naturalisée.

Les femmes par leur travail reproductif sont donc le pivot de l'« autre usine », l'usine « sociale », située à côté de l'usine « économique », et cachée par cette dernière. Or, ce travail fait partie du processus d'accumulation du capital. Dans ce contexte où les femmes sont à la maison, les hommes salariés pourvoyeurs sont en position privilégiée, en position d'opresseurs potentiels par rapport aux femmes qui, se trouvant pour leur part en relation de dépendance financière et de service, sont soumises au rapport salarial, et donc en position de servantes personnelles des hommes.

En d'autres termes, le travail ménager et reproductif ainsi extorqué ne relève pas de formations précapitalistes ou féodales, comme le prétendait la tradition marxiste, et ne se situe pas à côté, hors de l'espace capitaliste en étant « théoriquement indépendant » de lui, comme le croyait les premières féministes radicales (Dupont

1970, 171). Il fait partie du cycle productif même du capitalisme et contribue au premier chef à l'accumulation du capital. « Les femmes ne sont pas seulement le “cœur de la famille”, elles sont aussi le “cœur du capital” », comme l'expriment Gisela Bock et Barbara Duden (Bock et Duden 1980 [1977], 186) du groupe berlinois du salaire au travail ménager, Lohn für Hausarbeit. Le travail ménager et reproductif, dans ses déclinaisons plurielles, est à cet égard la forme même de la division sexuée du travail instaurée par le capitalisme et les sociétés salariales qui se sont formées dans son sillage. Le capitalisme a ainsi présidé à l'établissement d'un « nouvel ordre patriarcal<sup>12</sup> », où le patriarcat féodal s'est vu réorganisé, refondé et relancé sur la base de cette nouvelle division du travail entre les sexes.

## Des ménagères aux sans-salaire de la Terre

Cette conceptualisation du travail ménager a fait prendre conscience à Dalla Costa et James que « c'est justement à travers le salaire qu'est organisée l'exploitation du travailleur sans salaire » (Dalla Costa 1973, 54). Ce qui les a conduites sur une nouvelle piste, à savoir que d'autres activités, d'autres catégories de personnes « apparaissent [elles aussi] extérieures au rapport capital-travail salarié, parce que ces travailleurs [et travailleuses] sont sans salaire » (James 1986 [1975], 2).

En fait, tous les sans-salaire de la Terre, incluant les colonisé-es, les paysan-nes du Sud et leur travail de subsistance, les personnes racisées, au chômage, en prison ou travaillant dans des conditions d'esclavage, non ou mal payées, font partie, à un titre ou à un autre, tout comme les ménagères, du cycle de production et de reproduction du système économique. Le travail de ces sans-salaire constitue, lui aussi, une source cachée de plus-value. La gratuité, ou quasi-gratuité, du travail de ces personnes, tout comme celui des ménagères, a rendu invisible cette partie essentielle du cycle productif de l'économie. En réalité, écrit Selma James, militante anticoloniale de longue date bien au fait de cette pensée, « leurs activités sont des facettes de la production capitaliste et de sa division du travail », nationale et internationale (James 1986 [1975], 6) : « Race, sexe, âge et nation : chacun est un élément indispensable de la division internationale du travail. *Notre féminisme se fonde sur une couche de la hiérarchie des forces de travail – la ménagère – jusqu'ici invisible, et à laquelle ne correspond aucun salaire* ». Chacune de ces couches de la « hiérarchie des forces de travail » forme donc l'usine de reproduction mondiale.

## Des contributions théoriques nouvelles

En résumé, parmi les apports de cette perspective, on compte celui d'avoir non seulement repensé le concept de travail productif à partir de l'analyse du travail ménager et reproductif, mais aussi d'avoir jeté un nouveau regard sur le fonctionnement de l'économie capitaliste en révélant l'angle mort de la société salariale, à savoir le non salariat ; en révélant de même et surtout comment le capitalisme en est venu à réorganiser le patriarcat.

---

<sup>12</sup> Silvia Federici qualifiera ce « nouvel ordre patriarcal » de « patriarcat salarié » dans son livre *Caliban et la sorcière* (Federici 2014a [2004], 197-202). Elle expliquera ainsi son cheminement à cet égard : « Je souhaitais fonder théoriquement et historiquement l'idée que le travail domestique n'est pas l'héritage ou le résidu d'une ère précapitaliste, mais une activité spécifique dont les rapports sociaux ont été forgés par le capital. En d'autres termes, je voulais fonder l'idée qu'il s'agissait d'une nouvelle forme d'activité. Mon travail devait montrer comment le capitalisme a créé la figure de la femme au foyer. » (Federici 2014b)

Une autre contribution de cette pensée aura été de s'être élargie en une analyse de la division internationale du travail selon les genres, les « races » et les nations, et de sa face cachée, le non salariat. Le texte cité de Selma James, écrit en 1973, où est appréhendée l'imbrication des différents systèmes de domination que sont le « sexe », la « race » et la classe, ainsi que l'analyse de leur « complexe entrelacement » (James 1986 [1975], 9), préfigure les analyses intersectionnelles d'aujourd'hui. James ira plus loin dans ce « complexe entrelacement » en conceptualisant les rapports sociaux de pouvoir entre sexes, « races », nations et générations selon la position occupée par chacune de ces strates dans la hiérarchie des salaires : soit les hommes par rapport aux femmes, les « Blanc-hes » par rapport aux « Noir-es », les jeunes par rapport aux vieux-lles. Ce sont là, selon ses mots, « des formes particularisées des rapports de classe » (James 1986 [1975], 7) ; ce qui signifie qu'à la hiérarchie des salaires correspond une hiérarchie des sexes, des « races » et des âges<sup>13</sup>.

Voilà un autre aspect majeur de la perspective du salaire au travail ménager, soit *d'avoir mis en lumière l'aspect politique que comporte le rapport salarial* et, à partir de lui, d'avoir appréhendé l'imbrication des rapports sociaux qui est sous-jacente à ce rapport salarial. Le salaire, dans une société salariale, doit être compris comme un rapport de pouvoir qui organise la société et, dans le cas des hommes pourvoyeurs, le salaire représente un pouvoir de commander et de discipliner le travail des femmes dans les familles, le moyen de coercition ultime résidant dans la violence physique, ou sa menace (Dalla Costa G.F. 2008 [1978]).

Faisant partie, à un titre ou à un autre, du cycle de production capitaliste, ces différentes couches formant la classe ouvrière, telle que redéfinie par ce courant de pensée, ne sont plus vues uniquement comme des victimes de la domination. Elles peuvent subvertir le cycle de production capitaliste et son processus d'accumulation. Elles disposent pour ce faire d'un espace de lutte autonome, à partir du lieu même de leur exploitation, où développer leur propre autonomie et leur propre pouvoir. Ces personnes acquièrent dans cette pensée le statut d'actrices sociales et de sujets politiques, dotées d'un pouvoir de résistance et de subversion. Cette compréhension de la capacité de résistance des femmes et du pouvoir des non salarié-es de subvertir le système social et économique était alors inédite chez la plupart des marxistes et des théoriciennes féministes.

## Une école de pensée

Il est à souligner ici au passage que le corpus théorique de ce courant, élaboré entre les années 1972 et 1977, ne se limite pas aux textes de Dalla Costa et James mentionnés, qui demeurent ceux qui ont le plus circulé<sup>14</sup>. D'autres groupes et d'autres femmes se situant dans l'orbite du Collectif féministe international ont contribué à cette école de pensée. Certains de leurs textes constituent un apport tout à fait original à l'histoire de la pensée féministe. Parmi ces femmes, on compte Wilmette Brown (Brown 1976), du Black Women for Wages for Housework, qui écrira en 1976 un texte, *The Autonomy of Black Lesbian Women*, où elle expliquera le rapport particulier des femmes afro-américaines au travail ménager et la pluri-dimensionnalité de leur lutte pour l'autonomie. Ce texte sera considéré comme faisant partie des textes inauguraux du Black Feminism Criticism aux États-Unis (Smith 1978).

---

<sup>13</sup> Comme le résume Harry Cleaver « Le sexisme et le racisme peuvent être compris comme des exemples particuliers de division qui sont presque toujours en même temps des divisions du salaire. » (Cleaver 1979, 60)

<sup>14</sup> Encore faudrait-il ajouter à cet égard certains autres documents écrits par Dalla Costa ou James durant cette période : Dalla Costa 1972 ; Dalla Costa 1975 ; Dalla Costa 1977 ; Dalla Costa et Fortunati 1976 ; James 1973 ; James 1975).

On compte aussi la production des groupes Wages Due Lesbians – nom que se sont données les lesbiennes à l'intérieur du réseau du Collectif féministe international – et leurs analyses de la sexualité reproductive à travers le prisme du travail, ce qui était inédit en 1975 (Hall 1977 [1975]). La sexualité hétérosexuelle était analysée comme une composante du contrat de mariage des femmes au foyer, qui équivalait à leur contrat de travail. Le service sexuel fait partie des conditions du travail reproductif. Composent aussi le corpus documentaire de ce courant leurs analyses du lesbianisme comme forme organisationnelle de la lutte des femmes contre ce travail extorqué (Wages Due Collective 1975, 25-26). Elles posaient là un nouveau regard sur les sexualités, à travers ce prisme du travail.

Parmi les autres contributrices au développement du système de pensée du salaire au travail ménager durant ces années, il y a, entre autres, Silvia Federici du groupe newyorkais du salaire au travail ménager qui écrira, en 1975, un texte fondateur, *Wages Against Housework* (Federici 1977 [1975]), où est analysé l'enjeu d'un salaire pour rendre visible le travail ménager et détruire la définition biologique des femmes qui y est rattachée. Il y a également Gisela Bock et Barbara Duden, du groupe berlinois Lohn für Hausarbeit, et leur apport concernant l'histoire de l'institutionnalisation du travail ménager dans ses liens avec les fondements du capitalisme (Bock et Duden 1980 [1977]). Il y a encore le Collectif L'Insoumise de Genève, qui produisit la première anthologie de textes en français du courant du salaire au travail ménager (Collectif L'Insoumise 1977a).

Le corpus théorique comprend en plus les réflexions de Maria Pia Turri sur l'école comme composante de l'« usine sociale », et sur ce que cette institution comporte de travail invisible pour les femmes, autant en amont, à l'intérieur et autour d'elle (Turri 1978). Il y a celles de Giovanna Franca Dalla Costa sur la fonction disciplinaire de la violence domestique, comme partie intégrante du rapport salarial (Dalla Costa G.F. 1978) et celles de Leopoldina Fortunati (Fortunati 1976 ; Fortunati 1995 [1981]). Toutes trois appartiennent au groupe de Padoue du salaire au travail ménager.

## Une « contre-stratégie à partir de la cuisine »

Une autre singularité de ce courant, soulignée dans son texte inaugural, *Le pouvoir des femmes et la subversion sociale*, réside dans la *conclusion politique* tirée de cette forme d'exploitation qu'est le travail ménager gratuit et de la nouvelle ère de lutte qui était proposée au mouvement des femmes : si la famille est un centre de production, essentiel au capitalisme et à la vie même, il peut aussi être un centre de subversion. En particulier, si les femmes refusent d'y travailler et se joignent aux autres femmes pour lutter contre toutes les situations qui tiennent pour acquis que les femmes doivent rester à la maison, alors elles peuvent ébranler le pilier qui porte l'actuelle organisation capitaliste du travail, à savoir la famille. Elles peuvent détruire le rôle de ménagère. Elles peuvent subvertir le processus d'accumulation du capital.

Avec cette « contre-stratégie à partir de la cuisine », comme elle fut qualifiée (Federici et Cox 1975), on peut mieux mesurer ce qui différencie ce courant du mouvement des femmes de l'époque : même si on s'entendait dans le mouvement des femmes pour dénoncer le travail ménager gratuit dévolu aux femmes essentiellement, même si on partageait en bonne partie cette analyse, on « saute de la dénonciation de la gratuité du travail ménager à la lutte sur le front du travail à l'extérieur et à la lutte en faveur de garderies » comme le résumait Mariarosa Dalla Costa (Dalla Costa 1975, 22) ; on sautait par-dessus la cuisine, pourrait-on dire. C'était là la

voie de l'émancipation préconisée par la plupart des groupes du mouvement des femmes, des plus progressistes aux plus réformistes, et par les socialistes en général. Avec cette contre-stratégie du salaire au travail ménager, les femmes à la maison n'ont plus à « joindre » la classe ouvrière sur les lieux de travail salarié, puisqu'elles travaillent déjà pour le capital à la maison. Sans compter que ces lieux de travail salarié perpétuent les hiérarchies salariales ainsi que les hiérarchies de pouvoir, ce qui place les femmes en situation de faiblesse, comme l'a noté Cleaver (1979, 60). Quant au travail de reproduction sociale à la maison, la solution avancée par le mouvement des femmes était le « partage des tâches » entre conjoint-es, donc en quelque sorte la privatisation de solutions, car tout reposait sur le bon vouloir des partenaires (encore fallait-il qu'il y en ait un ou une). Le mouvement des femmes de l'époque ne fit donc pas du travail de reproduction un véritable terrain de lutte à proprement parler, et ce n'est toujours pas le cas.

## Une campagne et son slogan

La contre-stratégie proposée par ce courant s'incarnait dans une campagne et son slogan : salaire au travail ménager, ou, exprimé aussi dans une formule voisine : salaire *contre* le travail ménager, pour bien marquer qu'il s'agissait de subvertir ce rôle imposé aux femmes (de le *queeriser* dirait-on aujourd'hui) et non de le consolider, comme l'objectaient les opposant-es. Le libellé du slogan était d'ailleurs explicite : il s'agissait de salarier un *travail*, quelle que soit la personne qui l'exécute, ce qui « dégenrait » la proposition, ouvrant aux hommes l'accès à ce travail et la possibilité d'y recevoir un salaire.

Durant la période d'existence du Collectif féministe international, le salaire au travail ménager n'a jamais été pensé et articulé en terme de plateforme politique de revendications et de stratégies de lobbying ciblées<sup>15</sup>. La revendication d'une paie se voulait « une base, une perspective de départ » (Dalla Costa 1973, 71, n. 17) pour politiser le travail ménager et de reproduction sociale, et ne constituait nullement une fin en soi. Sa puissance de mobilisation résidait dans son potentiel symbolique et sa faculté de dévoiler l'étendue de l'invisibilité et de la gratuité du travail reproductif sur Terre, cette « racine matérielle de notre dépendance » (Lotta femminista, Modène 1977 [1974], 21) et le profit qu'en tirait l'économie capitaliste sur le dos des femmes : pour dévoiler, écrivait Mariarosa Dalla Costa (Dalla Costa 1972, 27, 29), tous les lieux où est incorporée de manière invisible la dépense en force de travail domestique des femmes, et qui représente le coût « qu'on nous fait payer pour vivre en tant que femmes », et y exécuter un travail qualifié de « naturel » ; pour couper symboliquement le cordon ombilical qui relie le travail ménager à la « nature » des femmes.

Ce dédommagement revendiqué en termes de salaire comportait un potentiel subversif certain dans l'esprit des militantes (Wheeler 1975, 58), puisqu'il aurait signifié, dans les faits, non seulement changer les conditions du contrat de l'institution matrimoniale et du rapport de pouvoir qui lui était sous-jacent, mais changer le système salarial du capitalisme lui-même, tout en s'attaquant à la division hiérarchique du travail entre salarié-es et non salarié-es, entre le travail de production des biens et le travail de reproduction de la force de travail des individu-es. C'était s'attaquer à la division hiérarchique hommes-femmes. C'était déstabiliser la division socio-sexuée du travail et l'organisation du travail dans son ensemble.

---

<sup>15</sup> Le Collectif L'Insoumise de Genève, qui œuvrait en périphérie du réseau du Collectif féministe international, a pour sa part avancé la revendication de 2000 Francs suisses mensuels pour les mères pendant les trois premières années de la vie de l'enfant.



Il faut noter que la revendication pouvait s'articuler de maintes manières, sous plusieurs formes, et s'étendre aux conditions dans lesquelles s'exerce le travail de reproduction au sens large : luttes en faveur de l'avortement et de la contraception mais, simultanément, luttes contre les stérilisations forcées, dénonciations des pratiques d'obstétrique et de gynécologie, création de centres d'auto-santé. La revendication pouvait aussi s'exprimer dans le droit à un logement salubre et abordable, à des services de proximité, aux espaces verts, à l'air pur, aux garderies accessibles aux femmes au foyer et sous leur contrôle, et à toute socialisation du travail ménager susceptible de réduire le temps de travail (James 1975, 32). « Il n'y a pas une seule manière d'exprimer notre demande de salaire ménager », résumait le collectif du salaire au travail ménager de Genève, L'Insoumise. « Sur la médecine, sur les services sociaux, partout on peut s'organiser dans la perspective du salaire ménager. » (Collectif L'Insoumise 1977c)

L'esprit de la stratégie du salaire au travail ménager était en réalité de lutter pour redéfinir ce travail reproductif et le placer sur le même plan que les autres types de travail. Au total, pour les groupes du Collectif féministe international, le salaire au travail ménager est demeuré davantage une perspective générale de lutte qu'une revendication articulée en bonne et due forme. En bref, le salaire au travail ménager fut un révélateur du travail invisible sur Terre.

## Le salaire pour politiser le travail ménager

Dans les pays où se sont formés ces groupes, la théorie s'est faite action. C'était, là aussi, une autre particularité de ce courant en ce début de « deuxième vague » féministe : il ne s'agissait pas uniquement d'une pensée « théorique », mais aussi d'une pensée « en actes ». La théorie était un outil pour l'action.

De fait, elle s'est traduite en plusieurs mobilisations, où chaque thème de lutte était analysé au prisme du travail et devenait une occasion de *politiser* tel ou tel aspect du travail ménager et de reproduction qui apparaissait porteur de la revendication pour un salaire au travail ménager. C'était là l'angle d'attaque principal des mobilisations en matière de travail reproductif « privé »<sup>16</sup> dans les familles (comme les luttes autour des allocations familiales ou de l'aide sociale, de la santé des femmes, de l'avortement, des conditions d'accouchement, du travail de mère, etc.).

Quant aux luttes en matière de travail reproductif « public », c'est-à-dire effectué à l'extérieur de la maison (comme les appuis actifs apportés à des luttes d'infirmières, d'enseignantes, d'ouvrières, de serveuses dans les restaurants, de secrétaires ou même de travailleuses du sexe<sup>17</sup>), elles ciblaient cette caractéristique majeure des emplois féminins salariés : à savoir d'être des prolongements du travail reproductif gratuit des femmes à la maison, en réalité des aspects spécialisés du travail de ménagère. On mettait en lumière les aspects du travail reproductif qui étaient incorporés de manière invisible dans ces emplois, donc sous-payés et sous-évalués, profitant dès lors à l'employeur, au détriment des femmes : une opération « équité salariale » avant la lettre.

---

<sup>16</sup> Les expressions « travail reproductif privé » et « travail reproductif public » utilisées ici sont empruntées à Evelyn Nakano Glen (Glen 2009, 22) et départagent le travail invisible des femmes à la maison et ses conditions d'exercice (travail reproductif privé), de celui effectué hors de la maison, soit en milieu de travail salarié et au sein des communautés.

<sup>17</sup> Soulignons au passage cet autre fait inédit que fut l'appui aux premiers groupes de travailleuses du sexe qui se formaient alors durant la décennie 1970. L'analyse de la sexualité à travers le prisme du travail, qui est le fait des Wages Due Lesbians, a ouvert la voie au soutien des groupes du salaire au travail ménager à ces « ouvrières du trottoir ». Ils ont été parmi les premiers (sinon les premiers) groupes féministes, du moins au Canada, durant cette décennie à sortir la prostitution de la sphère morale et du stigmat qui l'entachait pour braquer les projecteurs sur l'aspect travail de l'activité. Cf. Toupin 2014, 254-261. Sur le travail sexuel comme travail reproductif, cf. les analyses de Morgane Merteuil (Merteuil 2014).



## Unir les femmes

Le Collectif féministe international et sa campagne poursuivaient le grand objectif d'unir les personnes assignées au travail ménager et reproductif, en l'occurrence les femmes, au-delà des barrières qui les séparaient. De fait, certaines d'entre elles ont pu s'approprier la revendication : des femmes « blanches », des femmes racisées, hétérosexuelles ou lesbiennes, assistées sociales, mères ou travailleuses de toutes catégories, comme des serveuses, des infirmières, des secrétaires, des employées d'hôpitaux et des travailleuses du sexe ont été galvanisées par cette pensée. Certaines ont pu former leurs propres groupes, sur leurs propres bases, à l'intérieur de ce même réseau, et développer des analyses percutantes à partir de leurs positions respectives. Il s'agissait dans les faits d'un *membership* « intersectionnel » avant la lettre, duquel émergea une pensée et une pratique elles aussi « intersectionnelles ». Mais la courte existence du CFI et de sa campagne ne permirent pas au mouvement d'atteindre l'envergure d'un mouvement de masse, loin s'en faut, et, de la sorte, « son potentiel politique n'a pu être testé », comme l'exprime aujourd'hui Silvia Federici (Federici 2012, 186). De plus, le fait de s'être situé d'une part à contre-courant de la stratégie du mouvement féminisme dominant et, de l'autre, dans un horizon marxien d'analyse qui défiait les orthodoxies sur la place des femmes et leur capacité révolutionnaire, n'est peut-être pas étranger à sa marginalisation politique, puis à son oubli historique.

Néanmoins, on peut avancer que la pensée politique du salaire au travail ménager a posé les jalons d'une théorie féministe de la reproduction sociale. Elle constitua un poste d'observation pour comprendre la reproduction sociale au niveau mondial et le rôle central qu'y jouent la division sexuée du travail et les sans-salaire, ainsi que leurs segmentations entre sexes, « races », nations et générations, et leur pouvoir de résistance. Je crois sincèrement que cet héritage intellectuel et militant des débuts de la « seconde vague » du féminisme, avec toutes ses implications politiques, mérite de trouver place dans l'histoire de la pensée du mouvement féministe et du mouvement révolutionnaire et, qui sait, de se voir réapproprié à la faveur d'enjeux actuels en matière de travail reproductif.

## Bibliographie

ATBACH Edith Hoshino (dir.), *From Feminism to Liberation*, Cambridge, MA, Schenkman Publishing Co., 1980, p. 271-286.

BOCK Gisela et DUDEN Barbara, « Labor of love-love as labor. On the genesis of housework in capitalism », in ATBACH, Edith Hoshino (dir.), *From Feminism to Liberation*, Cambridge, MA, Schenkman Publishing Co., 1980, p. 153-192 (1<sup>ère</sup> édition 1977).

BROWN Willemette, *The Autonomy of Black Lesbian Women*, 1976. Ronéoté.

CLEAVER Harry, *Reading Capital Politically*, Austin, University of Texas Press, 1979, chap. 1, p. 45-62.

COLLECTIF L'INSOUMISE, *Le foyer de l'insurrection. Textes sur le salaire pour le travail ménager*, Genève, Collectif L'Insoumise, 1977a.



COLLECTIF L'INSOUMISE, « La perspective du salaire pour le travail ménager », in Collectif L'Insoumise, *Le foyer de l'insurrection. Textes sur le salaire pour le travail Ménager*, Genève, Collectif L'Insoumise, 1977b, p. 7-11.

COLLECTIF L'INSOUMISE, *La perspective du salaire au travail ménager*. 1977c. Ronéoté.

DALLA COSTA Giovanna Franca, *The Work of Love. Unpaid Housework, Poverty and Sexual Violence at the Dawn of the 21st Century*, Brooklyn, Autonomedia, 2008 (1<sup>ère</sup> édition 1978).

DALLA COSTA Mariarosa, « Quartiere, scuola e fabbrica dal punto di vista della donna », *L'Offensiva, Quaderni di Lotta Femminista*, n° 1, 1972, p. 23-34.

DALLA COSTA Mariarosa, « Les femmes et la subversion sociale », in DALLA COSTA Mariarosa et JAMES Selma, *Le pouvoir des femmes et la subversion sociale*, Genève, Librairie Adversaire, 1973, p. 41-97 (1<sup>ère</sup> édition 1972).

DALLA COSTA Mariarosa, *Le operaie della casa*, Venise-Padoue, Collettivo Internazionale femminista/Marsilio, 1975.

DALLA COSTA Mariarosa, « Reproduction et émigration », in COLLECTIF L'INSOUMISE, *Le foyer de l'insurrection. Textes sur le salaire pour le travail ménager*, Genève, Collectif L'Insoumise, 1977, p. 44-87 (1<sup>ère</sup> édition 1974).

DALLA COSTA Mariarosa et FORTUNATI Leopoldina, *Brutto Ciao. Direzioni di marcia delle donne negli ultimi 30 anni*, Roma, Edizioni delle donne, 1976.

DALLA COSTA Mariarosa et JAMES Selma, *Potere femminile e sovversione sociale*, Venezia, Italia, Marsilio Editori, 1972a.

DALLA COSTA Mariarosa et JAMES Selma, *The Power of Women and the Subversion of Community*, Bristol, England, The Falling Wall Press, 1972b.

DALLA COSTA Mariarosa et JAMES Selma, *Le pouvoir des femmes et la subversion sociale*, Genève, Librairie Adversaire, 1973a.

DALLA COSTA Mariarosa et JAMES Selma, « Rencontre avec deux féministes marxistes », *Québécoises Deboutte*, vol. 1, n° 6, juin 1973, p. 27-39. Reproduit in O'LEARY Véronique et TOUPIN Louise, *Québécoises Deboutte, Collection complète*, tome 2, Montréal, éditions Remue-Ménage, 1983, p. 190-203.

DUPONT Christine, « L'ennemi principal », *Partisans*, n° 54-55, juillet-octobre 1970, p. 157-172.

FEDERICI Silvia, « Salaire contre le travail ménager », in COLLECTIF L'INSOUMISE, *Le foyer de l'insurrection. Textes sur le salaire pour le travail ménager*, Genève, Collectif L'Insoumise, 1977, p. 93-108 (1<sup>ère</sup> édition 1975).

FEDERICI Silvia, « Reproduction et luttes féministes dans la nouvelle division internationale du travail », *Cahiers genre et développement*, « Genre, mondialisation et pauvreté », n° 3, 2002, p. 45-69.

FEDERICI Silvia, « The Unfinish feminist revolution », *The Commoner*, n° 15, hiver 2012, p. 185-197, <http://www.commoner.org.uk/wp-content/uploads/2012/02/08-federici.pdf>

FEDERICI Silvia, *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*, Marseille/Genève-Paris,

Éditions Senonevero/Éditions Entremonde, 2014a [1<sup>ère</sup> édition 2004].

FEDERICI Silvia, « Aux origines du capitalisme patriarcal. Entretien avec Silvia Federici », *Genre, politique et sexualité*, (Blog du Master GPS de l'École des hautes études en sciences sociales), 4 mars, 2014b, <http://gps.hypotheses.org/720>

FEDERICI Silvia, *Point zéro. Propagation de la révolution. Salaire ménager, reproduction sociale, combat féministe*, Donnemie-Dontilly, Éditions iXe, 2016.

FEDERICI Silvia et COX Nicole, « Counterplanning from the kitchen », Bristol, New York Wages for Housework Committee and The Falling Wall Press, 1975.

FORTUNATI Leopoldina, *The Arcane of Reproduction. Housework, Prostitution, Labor and Capital*, Brooklyn, Autonomedia, 1995 (1<sup>ère</sup> édition 1981).

FORTUNATI Leopoldina, « La Famiglia. Verso la ricostruzione », in DALLA COSTA Mariarosa et FORTUNATI Leopoldina, *Brutto ciao. Direzioni di marcia delle donne negli ultimi 30 anni*. Roma, Edizioni delle donne, 1976, p. 71-144.

GLEN Evelyn Nakano, « De la servitude au travail de service. Les continuités historiques de la division raciale du travail reproductif payé », in DORLIN Elsa (dir.), *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*, Paris, PUF, 2009, p. 21-70 (1<sup>ère</sup> édition 1992).

HALL Ruth, « Lesbianisme et pouvoir », in COLLECTIF L'INSOUMISE, *Le foyer de l'insurrection. Textes sur le salaire pour le travail ménager*, Genève, Collectif L'Insoumise, 1977, p. 109-117 (1<sup>ère</sup> édition 1975).

INTERNATIONAL FEMINIST COLLECTIVE, « IFC Statement », *Power of Women*, vol. 1, n° 1, 1974, p. 14.

JAMES Selma, « Women, the unions and work, or what is not to be done », *Radical America*, vol. 7, n° 4-5, juillet-octobre 1973, p. 51-72 (1<sup>ère</sup> édition 1972).

JAMES Selma, « Wageless of the world », in EDMOND Wendy et FLEMING Suzy (dir.), *All Work and No Pay. Women, Housework, and the Wages Due*, Bristol, Falling Wall Press, 1975, p. 25-34.

JAMES Selma, *Sex, Race and Class*, Bristol, London, Housewives in Dialogue, 1986 (1<sup>ère</sup> édition 1975).

KALUZYNSKA Eva, « Wiping the floor with theory. A survey of writings on housework », *Feminist Review*, n° 6, 1980, p. 27-49.

LOTTA FEMMINISTA, MODÈNE, « Émilie. Services sociaux », in COLLECTIF L'INSOUMISE, *Le foyer de l'insurrection. Textes sur le salaire pour le travail ménager*, Genève, Collectif L'Insoumise, 1977, p. 18-40 (1<sup>ère</sup> édition 1974).

MALOS Ellen (dir.), *The Politics of Housework*, Cheltenham, New Clarion Press, 1995 (1<sup>ère</sup> édition 1980).

MERTEUIL Morgane, « Le travail du sexe contre le travail », *Période*, septembre 2014, <http://revueperiode.net/le-travail-du-sexe-contre-le-travail/>

MIES Maria, *Patriarchy and Accumulation on a World Scale. Women in the International Division of Labor*, Londres, Zed Books, 1986.

MILES Angela, « Economism and feminism. Hidden in the household. A comment on the domestic labour debate », in ARMSTRONG Pat et al., *Feminist Marxism or Marxist Feminism. A Debate*, Toronto, Garamond



Press, 1985, p. 39-51.

O'LEARY Véronique et TOUPIN Louise (dir.), *Québécoises Deboutte*, Collection complète, tome 2, Montréal, éditions Remue-Ménage, 1983, p. 190-203.

PRESCOD Margaret, *Black Women. Bringing It All Back Home*, Bristol, Falling Wall Press, 1980 (1<sup>ère</sup> édition 1977).

SMITH Barbara, « Toward a Black feminist criticism », *The Radical Teacher*, n° 7, 1978, p. 20-27.

TOUPIN Louise, *Le salaire au travail ménager. Chronique d'une lutte féministe internationale (1972-1977)*, Montréal, éditions Remue-ménage, 2014 (traduction anglaise à venir en 2018 chez University of British Columbia (UBC) Press).

TOUPIN Louise, « Le salaire au travail ménager, 1972-1977. Retour sur un courant féministe évanoui », *Recherches féministes*, vol. 29, n° 1, 2016, p. 179-198.

TRONTI Mario, *Ouvriers et capital*, Genève et Paris, Éditions Entremonde, 2016 (1<sup>ère</sup> édition 1966).

TURRI Maria Pia, « L'école du point de vue des femmes », in VANDELAC Louise (dir.), *L'Italie au féminisme*, Paris, Tierce, 1978, p. 173-181.

VOGEL Lise, « Domestic Labour Debate », *Historical Materialism*, n° 16, 2008, p. 237-243.

WAGES DUE COLLECTIVE, TORONTO, « Fucking is work », *The Activist*, vol. 15, n° 1-2, 1975, p. 25-26.

WHEELER Susan, « Women and the political economy. Wages for housework », *Our Generation*, vol. 11, n° 1, 1975, p. 44-61.

## Résumés

Issu d'une étude historique sur le sujet, ce travail présente quelques-unes des contributions théoriques du courant féministe marxiste du salaire pour/contre le travail ménager (Wages for Housework/Salario al lavoro domestico/Lohn für Hausarbeit) et leur incarnation dans des mobilisations. Le tout entre les années 1972 et 1977, soit au moment où son réseau organisationnel portait le nom de Collectif féministe international. En quoi consiste cette pensée, quel potentiel subversif recèle-t-elle et quelle est sa portée politique ? L'article donne un aperçu de cette pensée dont l'une des originalités était de lier luttes féministes et luttes anticapitalistes tout en renouvelant l'approche marxiste depuis une perspective féministe.

*Stemming from an historical research on the subject (Toupin 2014), this paper looks back to some theoretical contributions of the Wages for Housework movement (Salaire pour le travail ménager/Salario al lavoro domestico/Lohn für Hausarbeit), as thought by Mariarosa Dalla Costa and Selma James in The Power of Women and the Subversion of the Community (1972), and presents some mobilizations putting forth those ideas between 1972 and 1977, when the network bore the name of International Feminist Collective. The paper gives the main outlines of this thought as well as its political and strategical implications, which intended to renew the marxist approach from a feminist perspective.*



## Mots clés

salaire au travail ménager, travail domestique et de reproduction, reproduction sociale, *care*, féminisme marxiste, intersectionnalité, division sexuée du travail, division internationale du travail

*wages for housework, domestic and reproductive work, social reproduction, care, Marxist feminism, intersectionality, sexual division of work, international division of work*

## À propos de l'auteure

Louise Toupin (Ph.D science politique), est enseignante retraitée de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), spécialisée dans les études féministes, et chercheuse indépendante (histoire du mouvement féministe par ses militantes et travail invisible des femmes). Parmi ses publications, on compte : *Le salaire au travail ménager. Chronique d'une lutte féministe internationale, 1972-1977*, Montréal, Remue-ménage, 2014 (traduction anglaise à paraître en septembre 2018 en co-édition Pluto Press /University of British Columbia Press). Elle est notamment co-auteure de trois anthologies de textes de militantes publiées aux éditions Remue-ménage de Montréal : *Luttes XXX. Inspirations du mouvement des travailleuses du sexe* (2011) avec Maria Nengeh Mensah et Claire Thiboutot ; *La pensée féministe au Québec. Anthologie 1900-1985* (2003), avec Micheline Dumont; et *Québécoises Deboutte !* (1982 et 1983), une anthologie de textes du Front de libération des femmes (1969-1971) et du Centre des femmes (1972-1975) avec Véronique O'Leary. Elle prépare en ce moment avec Camille Robert une anthologie faisant un état des lieux des mobilisations féministes en matière de travail invisible et de reproduction sociale au Québec.

## Pour citer cet article

TOUPIN Louise, « Un “embryon d'Internationale des femmes” : le Collectif féministe international, 1972-1977 », *Comment S'en Sortir ?*, n° 5, hiver 2017, p. 6-19.